

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 17/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PETIT PIERRE**

16, Boulevard de l'Europe  
ZI de Landacres  
62360 Hesdin-L'abbé

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G3\PETIT PIERRE\_Hesdin  
l'Abbé\_0007003454\2\_Inspections\2025\_09\_04\_secheresse\_EA  
Code AIOT : 0007003454

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement PETIT PIERRE implanté PARC D'ACTIVITES DE LANDACRES 62360 HESDIN L'ABBE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite au passage en alerte renforcée sécheresse du bassin versant côtier du Boulonnais.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PETIT PIERRE
- PARC D'ACTIVITES DE LANDACRES 62360 HESDIN L'ABBE

- Code AIOT : 0007003454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site PETIT PIERRE est une usine de transformation de produits de la mer. Elle produit des conserves de poissons avec légumes et/ou sauces. Le site emploie une centaine d'employés. Le site dispose d'un arrêté préfectoral en date du 27/10/2004.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	AP du 22/08/2025 réglementant les usages de l'eau dans le Pas-de-Calais	Arrêté Préfectoral du 22/08/2025, article 1	Sans objet
2	Niveau alerte renforcée - AM	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2.IV	Sans objet
3	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 22/08/2025, article ...	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a connaissance des arrêtés sécheresse, il effectue un suivi journalier de ses consommations. Les consommations étant fonction de différents paramètres (nombre de lignes, type de production, maintenance...). L'exploitant a déposé une demande de dérogation afin de maintenir ses prélèvements actuels. Le contenu de la dérogation a été discuté et il a été expliqué que le dépôt de cette dérogation sera instruite et ne donnera pas lieu systématiquement à une autorisation.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : AP du 22/08/2025 réglementant les usages de l'eau dans le Pas-de-Calais**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, sobriété hydrique - alerte renforcée
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le département du Pas-de-Calais, les bassins versants côtiers du Boulonnais sont placés en Alerte renforcée sécheresse.
<b>Constats :</b>  Le site PETIT PIERRE se trouve sur la commune de HESDIN-L'ABBE qui est concernée par le bassin versant des côtiers du Boulonnais. Selon l'arrêté préfectoral (AP) du 22/08/2025, dans son article 1er, les bassins versants côtiers du Boulonnais sont en situation Alerte renforcée sécheresse.

<p>L'exploitant en a connaissance, il a bien reçu le mail de la DREAL du 25/08/2025. Il a connaissance de l'AP du 22/08/2025.</p> <p>Par ailleurs, une copie de l'arrêté ministériel (AM) du 30/06/2023 modifié a été remis à l'exploitant. Ce dernier précise en son article 3 que "il s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement".</p> <p>Des informations sont transmises à l'exploitant en séance pour clarifier l'articulation entre les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22/08/2025 et celles de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 (période de référence, déclaration GIDAF...).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Niveau alerte renforcée - AM**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2.IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant relève manuellement les consommations d'eau journalières et les reporte sur un tableau.</p> <p>Le ratio ramené au litre/boîte produite est appliqué.</p> <p>Suite à l'AP du 22/08/2025, la transmission GIDAF n'est pas réalisée.</p> <p>Cependant, l'exploitant amorce pendant la visite d'inspection, la création du cadre d'autosurveillance et la déclaration mensuelle des volumes d'eau prélevés.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant effectue la déclaration hebdomadaire d'autosurveillance sécheresse depuis la semaine du 18 août 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Dérogation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2025, article ...</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dérogation
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Si l'application de la réduction de 20 % génère néanmoins des difficultés au niveau de votre établissement, et que vous souhaitez solliciter une dérogation à ce titre, cette demande doit être justifiée et étayée (cf. contenu minimal précisé en annexe 1 du présent courrier) et déposée auprès de la Préfecture de département. Une copie sera adressée par courriel à votre inspecteur référent, et aux adresses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ddtm-sde@pas-de-calais.gouv.fr</li> <li>- secheresse.ICPE.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection des installations classées a expliqué les points de la demande de dérogation. Elle rappelle que toutes les demandes ne seront pas accordées.</p> <p>L'application de la réduction de 20% génère des difficultés au niveau de l'établissement : L'entreprise sort tout juste d'une période de crise liée à la pénurie de matière première, en particulier le maquereau. Cela a contraint l'exploitant à ralentir son activité ces dernières semaines. Or, avec la reprise de la campagne de pêche, l'activité reprend et permet de répondre aux engagements et d'honorer les commandes.</p> <p>Il est à noter qu'en 2025 la ligne « salade » tourne à 100 % et qu'à partir de la semaine 36 une activité de filetage de sardines, consommatrice d'eau a été mise en route.</p> <p>Les -20 % ne sont pas appliqués sur la période S35 et S36 d'où la demande de dérogation. En prenant les volumes consommés et les boîtes produites, le ratio sur cette quinzaine est passé de 0,41 l/boîte en 2024 à 0,3 l/boîte en 2025.</p> <p>L'exploitant a déposé une demande de dérogation auprès du préfet en date du 8 septembre 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite